

Rapport de la direction

Les états financiers de Bibliothèque et Archives nationales du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris des estimations et des jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public et l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) en ce qui a trait à la comptabilisation des paiements de transferts. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

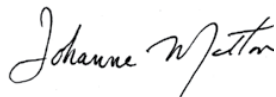
Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

La présidente-directrice générale,



Christiane Barbe

La directrice des ressources financières,



Johanne Matton

Montréal, le 22 juin 2016

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2016, l'état des résultats, l'état du déficit cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Bibliothèque et Archives nationales du Québec n'a pas comptabilisé aux 31 mars 2016 et 2015, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts pour lesquelles des travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que Bibliothèque et Archives nationales du Québec a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants selon l'estimation établie sont nécessaires afin que les états financiers de Bibliothèque et Archives nationales du Québec respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

| | Augmentation [Diminution] estimée | |
|--|-----------------------------------|-----------------------|
| | 2016 | 2015 |
| État de la situation financière | | |
| Contributions à recevoir du gouvernement du Québec | 184 969 158 \$ | 183 080 617 \$ |
| Contributions reportées du gouvernement du Québec | 123 047 361 | 118 855 014 |
| Dettes nettes et déficit cumulé | [61 921 797] | [64 225 603] |
| État des résultats | | |
| Contributions du gouvernement du Québec | [2 303 806] | 802 385 |
| Excédent de l'exercice [2016] / Déficit de l'exercice [2015] | [2 303 806] \$ | [802 385] \$ |

Opinion avec réserve


À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Bibliothèque et Archives nationales du Québec au 31 mars 2016, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de Bibliothèque et Archives nationales du Québec au 31 mars 2016 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

 *FCPA auditrice, FCA*
Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Montréal, le 22 juin 2016

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

État des résultats

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2016

| | 2016 | 2016 | 2015 |
|--|-------------------|---------------------|-----------------------|
| | Budget | Réel | Réel |
| REVENUS | | | |
| Contributions du gouvernement du Québec | | | |
| Fonctionnement | 46 623 099 \$ | 46 623 099 \$ | 48 453 820 \$ |
| Centres d'archives privées | 1 004 300 | 1 004 300 | 1 004 300 |
| Cinémathèque | 490 301 | 490 301 | 510 580 |
| Contribution financière du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche [note 15] | | 1 415 745 | – |
| Virement des contributions reportées [note 15] | 1 711 566 | 1 313 900 | 1 430 411 |
| Contribution financière du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion [notes 15 et 19] | 23 000 | 17 250 | 23 000 |
| Contribution financière du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale [note 19] | 25 000 | 27 433 | 41 092 |
| Contribution relative au remboursement des dettes | 18 550 002 | 18 546 704 | 17 102 146 |
| Intérêts | 6 339 838 | 6 339 838 | 6 733 816 |
| Contribution financière de la Ville de Montréal [note 4] | 8 296 587 | 8 304 862 | 8 184 168 |
| Contribution financière du gouvernement du Canada | | | |
| Contribution Jeunesse Canada au travail | | – | 38 193 |
| Autres contributions [note 15] | 2 313 | 2 313 | 2 313 |
| Autres revenus | 3 641 957 | 3 878 189 | 3 283 286 |
| Intérêts | 330 000 | 244 500 | 356 312 |
| Gain sur disposition de placements en BTAA | | 262 020 | – |
| | 87 037 963 | 88 470 454 | 87 163 437 |
| CHARGES | | | |
| Traitements et avantages sociaux | 40 987 232 | 40 520 680 | 41 245 908 |
| Loyer | 5 553 829 | 5 927 486 | 5 459 547 |
| Services professionnels, administratifs et autres | 4 503 689 | 5 874 848 | 4 361 246 |
| Fournitures et approvisionnements | 4 866 074 | 4 927 425 | 4 456 860 |
| Taxes et permis | 4 868 000 | 4 863 184 | 4 908 570 |
| Entretien et réparations | 2 812 772 | 2 523 282 | 2 942 140 |
| Publicité et communication | 782 471 | 892 314 | 898 863 |
| Frais de déplacement et de représentation | 237 832 | 172 581 | 228 654 |
| Contributions octroyées aux centres d'archives privées | 1 132 387 | 1 132 387 | 1 132 387 |
| Contributions octroyées à la Cinémathèque | 490 301 | 490 301 | 510 580 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 13 139 502 | 12 904 122 | 15 060 335 |
| Perte à la disposition d'immobilisations corporelles | | 193 | 168 901 |
| Frais financiers [note 5] | 6 442 774 | 6 266 702 | 7 020 505 |
| Fonds patrimonial [note 6] | 375 000 | 376 667 | 323 506 |
| | 86 191 863 | 86 872 172 | 88 718 002 |
| EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE [note 3] | 846 100 \$ | 1 598 282 \$ | [1 554 565] \$ |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État du déficit cumulé

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2016

| | 2016 | 2016 | 2015 |
|---------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Budget | Réel | Réel |
| Déficit cumulé au début de l'exercice | (40 916 581) \$ | (40 916 581) \$ | (39 362 016) \$ |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 846 100 | 1 598 282 | (1 554 565) |
| Déficit cumulé à la fin de l'exercice | (40 070 481) \$ | (39 318 299) \$ | (40 916 581) \$ |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de la situation financière

AU 31 MARS 2016

| | 2016 | 2015 |
|---|--------------------------|--------------------------|
| ACTIFS FINANCIERS | | |
| Trésorerie (note 7) | 4 999 010 \$ | 10 286 707 \$ |
| Placements (note 8) | 9 992 772 | 11 381 040 |
| Débiteurs (note 9) | 3 562 190 | 3 471 267 |
| | 18 553 972 | 25 139 014 |
| PASSIFS | | |
| Créditeurs et charges à payer (note 10) | 7 293 484 | 6 861 442 |
| Intérêts courus à payer | 1 133 980 | 1 828 696 |
| Provision pour vacances (note 11) | 3 699 540 | 3 751 264 |
| Provision pour congés de maladie (note 11) | 3 189 951 | 3 416 178 |
| Emprunts (note 12) | 23 563 626 | 23 588 990 |
| Dettes (note 13) | 156 423 366 | 159 780 970 |
| Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 14) | 1 597 494 | 515 272 |
| Revenus reportés | 111 530 | 115 559 |
| Contributions reportées (note 15) | 4 154 919 | 5 365 443 |
| | 201 167 890 | 205 223 814 |
| DETTE NETTE | [182 613 918] | [180 084 800] |
| ACTIFS NON FINANCIERS | | |
| Immobilisations corporelles (note 16) | 139 941 484 | 136 415 482 |
| Charges payées d'avance | 3 354 135 | 2 752 737 |
| | 143 295 619 | 139 168 219 |
| DÉFICIT CUMULÉ | [39 318 299] \$ | [40 916 581] \$ |

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 17)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

La présidente du conseil d'administration,



Christiane Barbe

Le président du comité d'audit,



Michel Hamelin

État de la variation de la dette nette

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2016

| | 2016 | 2016 | 2015 |
|--|---------------------------|---------------------------|---------------------------|
| | Budget | Réel | Réel |
| EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE | 846 100 \$ | 1 598 282 \$ | [1 554 565] \$ |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | [19 818 721] | [16 430 317] | [16 407 479] |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 13 139 502 | 12 904 122 | 15 060 335 |
| Perte à la disposition d'immobilisations corporelles | | 193 | 168 901 |
| | [6 679 219] | [3 526 002] | [1 178 243] |
| Acquisition des charges payées d'avance | [2 835 319] | [3 354 135] | [2 752 737] |
| Utilisation des charges payées d'avance | 2 710 989 | 2 752 737 | 2 632 028 |
| | [124 330] | [601 398] | [120 709] |
| DIMINUTION DE LA DETTE NETTE | [5 957 449] | [2 529 118] | [2 853 517] |
| DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE | [180 084 800] | [180 084 800] | [177 231 283] |
| DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE | [186 042 249] \$ | [182 613 918] \$ | [180 084 800] \$ |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

État des flux de trésorerie

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2016

| | 2016 | 2015 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT | | |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 1 598 282 \$ | [1 554 565] \$ |
| Éléments sans incidence sur la trésorerie | | |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 12 904 122 | 15 060 335 |
| Perte à la disposition d'immobilisations corporelles | 193 | 168 901 |
| Virement des contributions reportées | [19 880 167] | [18 557 870] |
| Gain sur disposition de placements en BTAA | [262 020] | - |
| | [5 639 590] | [4 883 199] |
| Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement | | |
| Débiteurs | [90 923] | [558 327] |
| Créditeurs et charges à payer | 507 384 | 407 079 |
| Intérêts courus à payer | [694 716] | [370 757] |
| Provision pour vacances | [51 724] | [49 102] |
| Revenus reportés | [4 029] | [15 858] |
| Contributions reportées | 18 669 643 | 17 513 387 |
| Provision pour congés de maladie | [226 227] | 240 872 |
| Charges payées d'avance | [601 398] | [120 709] |
| FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT | 11 868 420 | 12 163 386 |
| ACTIVITÉS DE PLACEMENT | | |
| Encaissement de placements et flux de trésorerie liés aux activités de placement | 1 650 288 | 61 724 |
| ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations | [16 505 659] | [16 480 417] |
| ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | | |
| Nouveaux emprunts | 15 290 500 | 22 055 740 |
| Emprunts remboursés | [15 315 864] | [20 647 213] |
| Nouvelles dettes | 93 145 314 | 20 533 468 |
| Dettes remboursées | [96 502 918] | [17 171 071] |
| Nouvelles obligations | 1 183 915 | - |
| Obligations découlant de contrats de location-acquisition remboursées | [101 693] | [60 428] |
| FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | [2 300 746] | 4 710 496 |
| (DIMINUTION) AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE | [5 287 697] | 455 189 |
| TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE | 10 286 707 | 9 831 518 |
| TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE | 4 999 010 \$ | 10 286 707 \$ |

Les données supplémentaires concernant les flux de trésorerie se trouvent à la note 18.
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes complémentaires

Au 31 MARS 2016

1. CONSTITUTION ET MISSION

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) a été constituée par la Loi sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec (RLRQ, chapitre B-1.2). Elle a pour mission d'offrir un accès démocratique à la culture et au savoir et d'agir à cet égard comme catalyseur auprès des institutions documentaires québécoises. Elle exerce aussi le mandat de rassembler, de conserver et de diffuser le patrimoine documentaire québécois constitué par ses collections et tout document qui s'y rattache et qui présente un intérêt culturel ainsi que les documents relatifs au Québec publiés à l'extérieur du Québec.

BAnQ a également pour mission d'encadrer, de soutenir et de conseiller les organismes publics en matière de gestion de leurs documents, d'assurer la conservation d'archives publiques, d'en faciliter l'accès et d'en favoriser la diffusion. Elle est aussi chargée de promouvoir la conservation et l'accessibilité des archives privées.

En vertu de l'article 2 de sa loi constitutive, BAnQ est mandataire de l'État. À ce titre, en vertu de l'article 984 de la Loi sur les impôts (RLRQ, c. I-3) et de l'article 149 de la Loi de l'impôt sur le revenu (LRC, 1985, 5^e suppl.), elle n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Référentiel comptable

Les états financiers de BAnQ sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public* et l'article 1.1 de la Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics et municipaux et certains autres transferts (RLRQ, chapitre S-37.01) en ce qui a trait à la comptabilisation des paiements de transferts. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables est cohérente avec ces derniers.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de BAnQ, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de l'exercice présenté dans les états financiers. Des estimations et des hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments, notamment la provision pour congés de maladie, la durée de vie utile des immobilisations corporelles, l'évaluation des documents de bibliothèque radiés ainsi que l'évaluation des placements. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu du fait qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises.

Instruments financiers

La trésorerie, les débiteurs, à l'exclusion des taxes à la consommation à recevoir, et les placements sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créateurs et les charges à payer, à l'exclusion des avantages sociaux et des taxes à la consommation à payer, les intérêts courus à payer, la provision pour vacances, les emprunts et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction, s'il y a lieu, sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

Contributions

Les revenus provenant de contributions du gouvernement du Québec sont constatés dans l'exercice au cours duquel les faits qui donnent lieu à ces revenus se sont produits, dans la mesure où lesdites contributions sont autorisées, que BAnQ satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Ils sont comptabilisés en contributions reportées lorsque les stipulations créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Lorsqu'un passif est créé, les contributions reportées sont virées aux résultats à mesure que les conditions relatives aux passifs sont remplies.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Autres revenus

Les autres revenus sont générés par le stationnement, les ventes et la prestation de services divers. Ils sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord ;
- la livraison a eu lieu et les services ont été rendus ;
- le prix de vente est déterminé ou déterminable ;
- le recouvrement est raisonnablement assuré.

Intérêts

Les opérations de placements sont comptabilisées à la date de l'opération et les revenus qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie

La trésorerie se compose de soldes bancaires.

Placements

Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. Cette dernière est comptabilisée dans l'état des résultats de l'exercice où elle est survenue.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour traduire le degré de recevabilité et le risque de perte. L'évaluation est effectuée pour une catégorie donnée de prêts.

Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de la préparation des états financiers.

PASSIFS

Obligation découlant des contrats de location-acquisition

Les contrats de location auxquels BAnQ est partie à titre de preneur et par lesquels la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété lui est transférée sont constatés à titre d'immobilisations corporelles et inclus dans les obligations découlant de contrats de location-acquisition. Le coût comptabilisé au titre des contrats de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail. L'amortissement de ces immobilisations corporelles est calculé selon la durée du bail.

Avantages sociaux futurs

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises au cours de l'exercice suivant.

Provision pour congés de maladie

Les obligations découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés selon le mode d'acquisition de ces avantages sociaux, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation de journées de maladie par les employés.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que BAnQ ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de fournir des services futurs.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [SUITE]

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Le coût des immobilisations corporelles, à l'exception de celui des terrains qui n'est pas amorti, est amorti à partir de leur date d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative suivante :

| | |
|---|---------------|
| Bâtiment | 10 à 40 ans |
| Stationnement | 40 ans |
| Mobilier et équipement | 4 à 10 ans |
| Équipement informatique et de télécommunication | 5 à 10 ans |
| Progiciels développés et logiciels | 3 à 10 ans |
| Documents de bibliothèque et frais de reliure | 3 à 10 ans |
| Aménagements loués en vertu de contrats de location-acquisition | durée du bail |

Le coût des immobilisations corporelles comprend le prix d'achat, les frais d'installation et les frais de financement reliés à leur acquisition jusqu'à la date de leur mise en service.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de BANQ de fournir des biens et des services ou lorsque la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. La moins-value est portée à l'état des résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Les œuvres d'art ne sont pas comptabilisées à titre d'immobilisations corporelles du fait qu'il est impossible de faire une estimation raisonnable des avantages économiques futurs se rattachant à ces biens ; leur coût est imputé aux charges de l'exercice au cours duquel ceux-ci sont acquis.

Collections

Les documents de bibliothèque sont destinés au prêt ou à la consultation courante et font partie des immobilisations corporelles. Compte tenu de leur nature particulière, les documents du fonds patrimonial, décrit à la note 6, sont exclus de la définition des immobilisations corporelles et ne sont pas comptabilisés à l'état de la situation financière. Les documents patrimoniaux acquis contre paiement sont imputés aux résultats de l'exercice en cours. Les documents patrimoniaux acquis par donation dont la valeur est déterminée par expertise et, s'il y a lieu, sanctionnée par la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels du gouvernement du Canada ou par le Conseil national d'évaluation des archives, les dons n'ayant pas fait l'objet d'expertise et les documents patrimoniaux acquis par dépôt légal ne sont pas constatés dans les états financiers en raison de leur coût nul.

3. ÉTAT DES RÉSULTATS

Les résultats de BANQ proviennent de deux sources, soit les activités provenant des opérations et les activités financées par des emprunts particuliers.

Les activités provenant des opérations courantes découlent principalement des revenus et des charges d'exploitation du stationnement, de la mise en réseau des bibliothèques publiques dans un catalogue collectif assorti d'un service de prêt entre bibliothèques ainsi que de la mise en œuvre d'un guichet unique de traitement documentaire.

Les activités financées par des emprunts particuliers autorisées par le gouvernement du Québec représentent les opérations afférentes aux programmes de maintien des actifs du gouvernement ainsi que l'amortissement des opérations préalables et nécessaires à l'ouverture de la Grande Bibliothèque au public.

| | 2016 | | | 2015 | | |
|----------------------------------|----------------------|---|---------------|----------------------|---|------------------|
| | Fonds des opérations | Fonds des activités financées par des emprunts particuliers | Total | Fonds des opérations | Fonds des activités financées par des emprunts particuliers | Total |
| Revenus | 63 581 599 \$ | 24 888 855 \$ | 88 470 454 \$ | 63 325 162 \$ | 23 838 275 \$ | 87 163 437 \$ |
| Charges | 64 287 123 | 22 585 049 | 86 872 172 | 63 659 764 | 25 058 238 | 88 718 002 |
| Excédent [déficit] de l'exercice | [705 524] \$ | 2 303 806 \$ | 1 598 282 \$ | [334 602] \$ | [1 219 963] \$ | [1 554 565] \$ |

BANQ a réalisé en 2016 un déficit de 705 524 \$ dans le fonds des opérations. Le déficit autorisé par le gouvernement étant de 1 525 000 \$, BANQ a dépassé ses objectifs budgétaires de 819 476 \$. En 2015, le déficit autorisé était de 337 195 \$ comparé à un déficit de 334 602 \$; le dépassement était donc de 2 593 \$. Le déficit autorisé représente l'amortissement du fonds des opérations qui se trouve dans l'excédent cumulé à la suite de l'acquisition d'actifs.

4. CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

BAnQ, antérieurement la Bibliothèque nationale du Québec, avait signé une entente-cadre le 26 janvier 2004 avec la Ville de Montréal et la ministre de la Culture et des Communications concernant l'acquisition, par la Bibliothèque nationale du Québec, de la collection de la Bibliothèque centrale de Montréal et des ressources matérielles afférentes, de même que la conservation, l'enrichissement et le traitement documentaire de la collection. Cette entente prévoit également le prêt de personnel de la Ville de Montréal.

Depuis 2004, la Ville de Montréal contribue financièrement au fonctionnement de BAnQ pour un montant de sept millions de dollars indexé annuellement. La somme versée par la Ville de Montréal correspond au montant de cette contribution après déduction du traitement et des avantages sociaux des employés que celle-ci a prêtés à BAnQ. Cette entente d'une durée de cinq ans a été renouvelée en 2009 et dénoncée le 10 juillet 2013 par BAnQ afin que les termes soient renégociés sur des bases actualisées. Des négociations se sont conclues le 15 juin 2016.

5. FRAIS FINANCIERS

| | 2016 | 2015 |
|---|---------------------|---------------------|
| Intérêts sur la dette et sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition | 6 057 178 \$ | 6 771 068 \$ |
| Intérêts sur emprunts | 184 344 | 231 043 |
| Intérêts et frais bancaires | 25 180 | 18 394 |
| | 6 266 702 \$ | 7 020 505 \$ |

6. FONDS PATRIMONIAL

Le fonds patrimonial de BAnQ contient deux grandes composantes, soit les collections patrimoniales et les fonds d'archives. Les collections patrimoniales comprennent les catégories suivantes de documents : livres, journaux, revues, enregistrements sonores, partitions, publications électroniques et microformes, ainsi que les collections spéciales, particulières par leur rareté, par leur support matériel ou par leur format, qui comprennent les livres anciens, les estampes, les livres d'artistes et ouvrages de bibliophilie, les reliures d'art, les affiches, les programmes de spectacles, les cartes postales, les cartes géographiques, l'iconographie documentaire et les reproductions d'œuvres d'art. Les collections patrimoniales comprennent également des documents cinématographiques et télévisuels.

Le fonds patrimonial comprend également les archives des ministères et des organismes gouvernementaux depuis le Régime français, les archives judiciaires (1644-1985) et civiles (registres d'état civil, actes notariaux, greffes d'arpenteurs) ainsi que des archives privées (individus, familles, entreprises, industries, commerces, etc.). À ces documents textuels s'ajoutent des photographies, dessins et caricatures, gravures, cartes et plans, photographies aériennes, documents architecturaux, films et vidéos, bandes magnétiques et disques appartenant aux mêmes catégories.

Ces documents patrimoniaux ont une valeur culturelle et historique. Ils sont rassemblés en vue d'être conservés de manière permanente et diffusés. La valeur des documents patrimoniaux acquis par achat par BAnQ au cours de l'exercice s'établit à 376 667 \$ (323 506 \$ en 2015). De plus, la valeur des documents patrimoniaux acquis par donation par BAnQ au cours de l'exercice et dont la valeur est déterminée par expertise et, s'il y a lieu, sanctionnée par la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels du gouvernement du Canada ou par le Conseil national d'évaluation des archives s'établit à 1 079 295 \$ (978 475 \$ en 2015).

7. TRÉSORERIE

Au 31 mars 2016, le taux d'intérêt des comptes courants de BAnQ était de 0,40 % (0,55 % en 2015). Afin d'assurer une bonne gestion de la trésorerie, BAnQ utilise aussi un compte bancaire à taux préférentiel pour gérer ses excédents de trésorerie. Le taux d'intérêt de ce compte bancaire était de 1,05 % (1,20 % en 2015).

8. PLACEMENTS

Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) émis par des tiers

Au 31 mars 2016, BAnQ détient des billets à terme adossés à des actifs du VAC II (véhicule d'actifs-cadres) qu'elle a obtenus en échange de placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) à la suite d'une entente de restructuration survenue le 21 janvier 2009.

BTAA bancaire

Les titres portent intérêt à des taux qui reflètent ultimement les flux monétaires disponibles au sein des véhicules, y compris le coût inhérent aux facilités de financement comprises dans le plan de restructuration.

8. PLACEMENTS (SUITE)

Au cours de l'exercice, BAnQ estime que ces placements n'ont pas subi de moins-value durable autre que celle déjà comptabilisée au montant de 1 781 485 \$ (2 043 505 \$ en 2015).

Ainsi, au 31 mars 2016, BAnQ détient les titres suivants :

| | 2016 | | | 2015 | | |
|---|----------------------|-----------------------|---------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|
| | Valeur nominale | Moins-value | Valeur comptable | Valeur nominale | Moins-value | Valeur comptable |
| BTAA de tiers VAC II, échéant le 15 juillet 2016 | | | | | | |
| Catégorie A-1 | 7 143 929 \$ | (446 760) \$ | 6 697 169 \$ | 7 143 929 \$ | (446 760) \$ | 6 697 169 \$ |
| Catégorie A-2 | 424 880 | (424 880) | – | 424 880 | (424 880) | – |
| Catégorie B | 77 128 | (77 128) | – | 77 128 | (77 128) | – |
| Catégorie C | 237 192 | (237 192) | – | 237 192 | (237 192) | – |
| BTAA bancaire, échéant le 28 septembre 2016 | | | | | | |
| | 3 891 128 | (595 525) | 3 295 603 | 5 541 416 | (857 545) | 4 683 871 |
| | 11 774 257 \$ | (1 781 485) \$ | 9 992 772 \$ | 13 424 545 \$ | (2 043 505) \$ | 11 381 040 \$ |

9. DÉBITEURS

| | 2016 | 2015 |
|------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Ville de Montréal | 1 926 714 \$ | 1 802 747 \$ |
| Taxes à la consommation à recevoir | 871 802 | 617 409 |
| Autres débiteurs | 639 459 | 509 951 |
| Fondation de BAnQ | 124 215 | 541 160 |
| | 3 562 190 \$ | 3 471 267 \$ |

10. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

| | 2016 | 2015 |
|------------------------------|---------------------|---------------------|
| Fournisseurs et frais courus | 4 453 154 \$ | 4 292 618 \$ |
| Traitements | 2 578 131 | 2 363 643 |
| Avantages sociaux | 262 199 | 205 181 |
| | 7 293 484 \$ | 6 861 442 \$ |

11. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régimes de retraite**

Les membres du personnel de BAnQ participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des employés fédéraux intégrés auprès du gouvernement du Québec (RREFQ), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Le taux de cotisation au RREGOP est passé le 1^{er} janvier 2016 de 10,50 % à 11,12 % de la masse salariale admissible. Les taux du RRPE et du RRAS, qui fait partie du RRPE, demeurent à 14,38 %. Pour le RREFQ, il y a eu congé de primes pour les années 2015 et 2016.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2016 (5,73 % au 1^{er} janvier 2015) de la masse salariale admissible qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et au RRAS et d'un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, BAnQ verse un montant supplémentaire pour l'année civile 2016 correspondant à 11,46 % de la masse salariale admissible (11,46 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2015).

Les cotisations de BAnQ, y compris le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 3 697 360 \$ (2 644 183 \$ en 2015). Les obligations de BAnQ envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

11. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS [SUITE]

Provision pour congés de maladie

BAnQ évalue ses obligations relatives aux congés de maladie accumulés selon une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées.

| | 2016 | 2015 |
|--|---------------------|---------------------|
| Solde au début de l'exercice | 3 416 178 \$ | 3 175 306 \$ |
| Charges de l'exercice | 1 093 967 | 1 478 454 |
| Prestations versées au cours de l'exercice | [1 320 194] | [1 237 582] |
| Solde à la fin de l'exercice | 3 189 951 \$ | 3 416 178 \$ |

BAnQ dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations dont elle assume les coûts en totalité. Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et ce, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours de rémunération. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Considérant son historique et afin de mieux refléter les deux choix qui s'offrent aux employés dans ses hypothèses, BAnQ a divisé les employés en deux groupes, soit les employés de 50 ans et plus et les employés de moins de 50 ans. La probabilité que les employés de 50 ans et plus utilisent les journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées étant plus élevée, un montant de 2 170 614 \$ (2 427 100 \$ en 2015) a été calculé. La différence sur le total de 3 189 951 \$ (3 416 178 \$ en 2015), soit un montant de 1 019 337 \$ (989 078 \$ en 2015), a été calculée pour le groupe de 50 ans et moins. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation afin d'en pourvoir le paiement. Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à BAnQ. La valeur de ces obligations est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base, notamment, des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes, au 31 mars 2016 :

| | Taux d'indexation | | Taux d'actualisation | | Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs | |
|--------------|-------------------|------|----------------------|-------------|---|---------------|
| | % | % | % | % | | |
| | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 |
| RREGOP | 1,50 | 0,00 | 1,01 à 3,31 | 1,06 à 2,96 | De 2 à 20 ans | De 3 à 20 ans |
| RRPE et RRAS | 1,50 | 0,00 | 1,18 à 3,14 | 0,00 à 2,78 | De 3 à 17 ans | De 0 à 16 ans |

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire puisque BAnQ estime que les vacances accumulées seront prises au cours de l'exercice suivant.

| | 2016 | 2015 |
|--|---------------------|---------------------|
| Solde au début de l'exercice | 3 751 264 \$ | 3 800 366 \$ |
| Charges de l'exercice | 2 962 407 | 2 937 229 |
| Prestations versées au cours de l'exercice | [3 014 131] | [2 986 331] |
| Solde à la fin de l'exercice | 3 699 540 \$ | 3 751 264 \$ |

12. EMPRUNTS

BAnQ est autorisée par décret du gouvernement du Québec à instituer un régime d'emprunts lui permettant d'emprunter à court terme ou par voie de marge de crédit auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, ou à long terme auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, jusqu'à concurrence d'un montant total de 137 972 576 \$ (71 861 291 \$ en 2015), aux fins suivantes :

12. EMPRUNTS [SUITE]

| | 2016 | 2015 |
|---|-----------------------|----------------------|
| Refinancement (construction Grande Bibliothèque et maintien des actifs) | 78 113 666 \$ | – \$ |
| Maintien des actifs | 53 160 441 | 58 219 430 |
| Marge de crédit | – | 10 000 000 |
| Stratégie culturelle numérique | 5 050 000 | 2 020 000 |
| Résorption du déficit d'entretien | 1 020 100 | 1 020 100 |
| Aménagement de magasins supplémentaires à BAnQ Québec | 628 369 | 601 761 |
| | 137 972 576 \$ | 71 861 291 \$ |

Le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à BAnQ les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations dans la situation où celle-ci ne serait pas en mesure de les remplir pour l'un ou l'autre des emprunts à court terme.

Les sommes prélevées portent intérêt au taux moyen des acceptations bancaires à un mois, plus une marge de 0,3 %. Au 31 mars 2016, le taux d'intérêt sur les emprunts temporaires s'établit à 1,20 % (1,30 % au 31 mars 2015) et le solde de ces emprunts se répartit comme suit :

| | 2016 | 2015 |
|--|---------------|---------------|
| Emprunts sur marge de crédit auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec | | |
| Maintien des actifs | 23 563 626 \$ | 23 588 990 \$ |

13. DETTES

| | 2016 | 2015 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Emprunts sur les billets à long terme au Fonds de financement du gouvernement du Québec | | |
| • Portant intérêt au taux de 1,932 % remboursable par versements annuels de 1 373 770 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2016 | 1 368 550 \$ | 2 737 100 \$ |
| • Portant intérêt au taux de 4,411 % remboursable par versements annuels de 851 414 \$ jusqu'au 14 mai 2017 | 1 690 909 | 2 536 364 |
| • Portant intérêt au taux de 4,411 % remboursable par versements annuels de 28 164 \$ jusqu'au 14 mai 2016 et par un versement de 140 819 \$ le 14 mai 2017 | 167 800 | 195 767 |
| • Portant intérêt au taux de 4,475 % remboursable par versements annuels de 9 532 \$ jusqu'au 18 mai 2018 | 28 396 | 37 862 |
| • Portant intérêt au taux de 2,698 % remboursable par versements annuels de 2 642 270 \$ jusqu'au 1 ^{er} octobre 2018 | 7 889 554 | 10 519 406 |
| • Portant intérêt au taux de 1,577 % remboursable par versements annuels de 43 609 \$ jusqu'au 1 ^{er} décembre 2020 | 215 500 | – |
| • Portant intérêt au taux de 2,934 % remboursable par versements annuels de 2 536 487 \$ jusqu'au 1 ^{er} septembre 2023 | 20 160 000 | 22 680 000 |
| • Portant intérêt au taux de 2,961 % remboursable par versements annuels de 1 624 767 \$ jusqu'au 1 ^{er} septembre 2023 | 12 907 150 | 14 520 543 |
| • Portant intérêt au taux de 3,271 % remboursable par versements annuels de 1 866 679 \$ jusqu'au 1 ^{er} septembre 2024 | 16 690 910 | 18 545 455 |
| • Portant intérêt au taux de 2,171 % remboursable par versements annuels de 1 529 944 \$ jusqu'au 1 ^{er} mars 2025 | 13 680 000 | – |
| • Portant intérêt au taux de 2,662 % remboursable par versements annuels de 2 587 594 \$ jusqu'au 1 ^{er} septembre 2024 et par un versement de 54 339 476,85 \$ le 1 ^{er} septembre 2025 | 76 583 380 | – |
| • Portant intérêt au taux de 4,926 % remboursable par versements annuels de 317 617 \$ jusqu'au 1 ^{er} avril 2031 | 5 041 217 | 5 356 293 |
| • Portant intérêt au taux de 3,318 %, échu le 1 ^{er} octobre 2015 | – | 27 035 |
| • Portant intérêt au taux de 4,816 %, échu le 1 ^{er} décembre 2015 | – | 258 600 |
| • Portant intérêt au taux de 4,816 %, échu le 1 ^{er} décembre 2015 | – | 1 454 978 |
| • Portant intérêt au taux de 4,816 %, échu le 1 ^{er} décembre 2015 | – | 79 136 159 |
| • Portant intérêt au taux de 4,274 %, échu le 1 ^{er} décembre 2015 | – | 1 775 408 |
| Total | 156 423 366 \$ | 159 780 970 \$ |

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

13. DETTES (SUITE)

Tous les remboursements du capital et les intérêts des emprunts du fonds des activités financées par des emprunts spécifiques décrits ci-dessus sont garantis par une hypothèque mobilière sans dépossession portant sur chacune des contributions accordées à BAnQ par la ministre de la Culture et des Communications au fur et à mesure que le capital et les intérêts sur les emprunts à long terme deviennent dus et payables en accord avec les modalités de chacun des emprunts à l'exception de la dette pour la construction du stationnement au montant de 5 041 217 \$ (5 356 293 \$ en 2015). Les versements effectués au titre des contributions sont transmis directement au Fonds de financement.

Aux fins d'assurer le remboursement en capital et intérêts des emprunts à long terme du fonds des opérations, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à BAnQ les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations dans la situation où celle-ci ne serait pas en mesure de les respecter pour cet emprunt.

Le montant des versements en capital à effectuer sur les dettes au cours des prochains exercices se détaille comme suit :

| | |
|-------------------|-----------------------|
| 2017 | 15 411 849 \$ |
| 2018 | 14 038 078 |
| 2019 | 13 186 664 |
| 2020 | 10 534 861 |
| 2021 | 10 534 861 |
| 2022 et suivantes | 94 282 061 |
| | 157 988 374 \$ |

14. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

| | 2016 | 2015 |
|---|---------------------|-------------------|
| Obligations relatives à la location d'aménagements auprès de la Société québécoise des infrastructures | | |
| • Portant intérêt au taux de 3,16 % remboursable par versements mensuels de 938 \$ jusqu'au 31 mars 2017 incluant les intérêts | 11 069 \$ | 21 794 \$ |
| • Portant intérêt au taux de 4,28 % remboursable par versements mensuels de 6 027 \$ jusqu'au 30 avril 2023 incluant les intérêts | 441 257 | 493 478 |
| • Portant intérêt au taux de 2,15 % remboursable par versements mensuels de 3 952 \$ jusqu'au 31 juillet 2030 incluant les intérêts | 584 491 | – |
| • Portant intérêt au taux de 2,15 % remboursable par versements mensuels de 3 735 \$ jusqu'au 31 octobre 2030 incluant les intérêts | 560 677 | – |
| | 1 597 494 \$ | 515 272 \$ |

Le montant des versements à effectuer sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition au cours des prochains exercices se détaille comme suit :

| | Capital | Intérêts | Total |
|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| 2017 | 133 861 \$ | 41 619 \$ | 175 480 \$ |
| 2018 | 126 653 | 37 585 | 164 238 |
| 2019 | 130 651 | 33 576 | 164 227 |
| 2020 | 134 790 | 29 425 | 164 215 |
| 2021 | 139 075 | 25 127 | 164 202 |
| 2022 et suivantes | 932 464 | 88 417 | 1 020 881 |
| | 1 597 494 \$ | 255 749 \$ | 1 853 243 \$ |

15. CONTRIBUTIONS REPORTÉES

| | 2016 | 2015 |
|--|---------------------|---------------------|
| Solde au début de l'exercice | 5 365 443 \$ | 6 409 926 \$ |
| Contributions octroyées au cours de l'exercice | | |
| Gouvernement du Québec | 1 415 745 | – |
| Autres | 409 504 | 571 916 |
| Virement de l'exercice | | |
| Gouvernement du Québec | [2 747 233] | [1 453 411] |
| Autres | [288 540] | [162 988] |
| Solde à la fin de l'exercice | 4 154 919 \$ | 5 365 443 \$ |

16. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| | 2016 | | | | | | | | 2015 | |
|---|-------------------|-------------------|------------------|------------------------|---|---|---|---|--------------------|--------------------|
| | Terrain | Bâtiment | Stationnement | Mobilier et équipement | Équipement informatique et de télécommunication | Progiciels développés et logiciels ¹ | Documents de bibliothèque et frais de reliure | Aménagements loués en vertu de contrats de location acquisition | TOTAL | TOTAL |
| Coût | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Solde au début de l'exercice | 10 592 863 | 96 228 989 | 7 749 078 | 17 768 193 | 16 366 358 | 25 975 924 | 94 123 963 | 1 212 592 | 270 017 960 | 256 984 604 |
| Acquisitions | – | 1 516 496 | – | 1 505 017 | 1 756 666 | 1 954 829 | 8 513 394 | 1 183 915 | 16 430 317 | 16 407 479 |
| Cessions et radiations | – | – | – | – | – | – | (3 352 563) | – | (3 352 563) | (3 374 123) |
| Solde à la fin de l'exercice | 10 592 863 | 97 745 485 | 7 749 078 | 19 273 210 | 18 123 024 | 27 930 753 | 99 284 794 | 2 396 507 | 283 095 714 | 270 017 960 |
| Amortissement cumulé | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Solde au début de l'exercice | – | 25 370 473 | 1 868 071 | 13 205 621 | 12 558 425 | 18 570 774 | 61 269 487 | 759 627 | 133 602 478 | 121 747 365 |
| Amortissement de l'exercice | – | 2 537 933 | 194 258 | 947 490 | 1 050 392 | 1 323 998 | 6 742 829 | 107 222 | 12 904 122 | 15 060 335 |
| Cessions et radiations | – | – | – | – | – | – | (3 352 370) | – | (3 352 370) | (3 205 222) |
| Solde à la fin de l'exercice | – | 27 908 406 | 2 062 329 | 14 153 111 | 13 608 817 | 19 894 772 | 64 659 946 | 866 849 | 143 154 230 | 133 602 478 |
| Valeur comptable nette au 31 mars 2016 | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | 10 592 863 | 69 837 079 | 5 686 749 | 5 120 099 | 4 514 207 | 8 035 981 | 34 624 848 | 1 529 658 | 139 941 484 | – |
| Valeur comptable nette au 31 mars 2015 | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | 10 592 863 | 70 858 516 | 5 881 007 | 4 562 572 | 3 807 933 | 7 405 150 | 32 854 476 | 452 965 | – | 136 415 482 |

1. Des progiciels développés à l'interne, d'une valeur de 1 176 577 \$, étaient en voie de réalisation au 31 mars 2016 (531 637 \$ au 31 mars 2015) et n'étaient pas amortis.

17. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Outre les contrats de location-acquisition décrits à la note 14, BAnQ s'est engagée avec la Société québécoise des infrastructures, en vertu d'ententes d'occupation sans date d'échéance, pour des locations de locaux. Pour l'exercice clos le 31 mars 2016, la charge en vertu de ces contrats de location-exploitation a totalisé 5 023 443 \$ (4 740 787 \$ en 2015). Pour l'exercice 2016-2017, cette charge totalisera 5 375 475 \$.

BAnQ a également conclu un bail avec la Société québécoise des infrastructures pour la location d'un centre d'entreposage de documents d'archives. Ce bail, d'une durée de 20 ans, viendra à échéance le 30 septembre 2028 et le loyer mensuel sera ajusté selon les modalités prévues au bail. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2016, la charge de l'exercice relative à ce bail s'est élevée à 811 960 \$ (691 831 \$ en 2015). Pour l'exercice 2016-2017, cette charge s'élèvera à 976 990 \$.

Ce bail est fait en considération d'un loyer annuel composé d'un prix de base, des taxes, des frais d'exploitation, des frais d'énergie et des travaux d'aménagement. L'estimation du montant des versements à effectuer sur les loyers au cours des prochains exercices, basé sur le loyer de 2016 totalisant 12 212 372 \$ (13 123 513 \$ en 2015), se détaille comme suit :

| | |
|------------------|----------------------|
| 2017 | 976 990 \$ |
| 2018 | 976 990 |
| 2019 | 976 990 |
| 2020 | 976 990 |
| 2021 | 976 990 |
| 2022 et suivants | 7 327 422 |
| | 12 212 372 \$ |

De plus, BAnQ s'est engagée en vertu de contrats de service échéant à diverses dates jusqu'au 31 mars 2018, dont les paiements minimaux totaux s'élèvent à 80 900 \$, soit 68 405 \$ en 2017 et 12 495 \$ en 2018.

18. DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES CONCERNANT LES FLUX DE TRÉSORERIE

| | 2016 | 2015 |
|---|--------------|--------------|
| Intérêts payés | 6 843 886 \$ | 7 283 655 \$ |
| Opérations sans effet sur la trésorerie relatives aux activités d'investissement en immobilisations | | |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles financées à même les crédettes et charges à payer | 1 442 542 \$ | 1 517 884 \$ |

19. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, lesquelles sont comptabilisées à la valeur d'échange, BAnQ est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. À l'exception des transactions mentionnées ci-dessous, BAnQ n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

Au moment de la fusion de la Bibliothèque nationale du Québec et des Archives nationales du Québec, le 31 janvier 2006, BAnQ a acquis les droits et a accepté d'assumer les obligations des Archives nationales du Québec. Elle a alors comptabilisé un crédettes envers le ministère de la Culture et des Communications correspondant à la somme de la valeur comptable nette des actifs transférés le 31 janvier 2006 ainsi que de certaines charges à rembourser au ministère. Au cours de l'exercice, BAnQ a payé le solde dû au ministère, soit un montant de 2 631 \$ (12 087 \$ en 2015).

Le 30 mars 2015, est venue à échéance l'entente avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale en vertu de laquelle BAnQ prête à celui-ci un espace pour les activités du Centre emploi-carrière. Par cette entente, Emploi-Québec s'engageait à assumer les coûts d'implantation et de fonctionnement du Centre emploi-carrière, et ce, en ce qui concernait les ressources documentaires, humaines et matérielles. Des négociations sont en cours pour le renouvellement, pour une période de cinq ans.

En vertu de cette entente, Emploi-Québec a remboursé le coût initial d'acquisition d'une collection de 4400 ressources documentaires d'une valeur de 160 000 \$, devenues la propriété de BAnQ.

19. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS [SUITE]

Emploi-Québec s'engageait également à rembourser les coûts liés au renouvellement des collections jusqu'à concurrence de 50 000 \$ par exercice. Au cours du présent exercice, ces acquisitions ont représenté un montant de 23 404 \$ (25 234 \$ en 2015). Ces opérations sont comptabilisées à la valeur d'échange. Au cours du présent exercice, le montant constaté à titre de contribution financière du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale s'élève à 27 433 \$ (41 092 \$ en 2015).

Le 24 août 2011, BAnQ a conclu une entente pour une période de cinq ans avec le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (aujourd'hui le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion) pour la prestation de services aux nouveaux arrivants. Au cours du présent exercice, le montant constaté à titre de contribution financière s'élève à 17 250 \$ (23 000 \$ en 2015).

Le 15 mai 2000, la Fondation de Bibliothèque et Archives nationales du Québec a été créée par lettres patentes émises en vertu de la Loi sur les compagnies du Québec, partie III. La Fondation est une personne morale sans but lucratif et a pour mission de recueillir des fonds pour financer des projets voués à l'épanouissement de tous les Québécois et pour appuyer BAnQ dans la réalisation de ses mandats de grande bibliothèque publique, de bibliothèque nationale, d'archives nationales et d'acteur de premier plan au sein de la francophonie mondiale. Advenant la dissolution ou la cessation des activités de la Fondation, ses avoirs restants après acquittement de ses dettes seront remis à BAnQ ou à une organisation exerçant une activité analogue.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec fournit gracieusement à la Fondation l'accès à ses locaux et à certains équipements. Au 31 mars 2016, l'actif net de la Fondation totalisait 588 833 \$ (432 010 \$ au 31 mars 2015). La Fondation a versé à BAnQ un montant de 207 637 \$ (206 240 \$ en 2015) pour financer des projets qui répondaient à leurs objectifs. Ce montant a été enregistré par BAnQ dans le poste « Autres revenus ».

Le 16 août 2012, BAnQ avait signé un bail avec la Fondation de Bibliothèque et Archives nationales du Québec pour l'exploitation du stationnement de BAnQ. Ce bail a pris fin le 31 mars 2016. Au cours du présent exercice, le montant constaté à titre d'autres revenus s'élève à 954 000 \$ (907 162 \$ en 2015).

20. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours de ses activités, BAnQ est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer adéquatement les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les effets potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. BAnQ est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent BAnQ à un risque de crédit sont composés de la trésorerie, des débiteurs et des placements.

Le risque de crédit associé à la trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que celle-ci est investie auprès d'institutions financières réputées.

La direction estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux débiteurs sont limitées en raison de la qualité du crédit des parties auxquelles du crédit a été consenti.

Le risque de crédit associé aux placements est réduit puisque BAnQ enregistre des provisions pour moins-value pour tenir compte des pertes de crédit potentielles. Le détail des provisions pour perte de crédit afférentes aux placements est décrit à la note 8.

À l'exception des placements, une provision pour créances douteuses de 57 044 \$ (aucune provision en 2015) a été comptabilisée au 31 mars 2016 à l'égard des autres actifs financiers, et aucun actif financier à cette date n'est en souffrance. BAnQ est d'avis que les provisions pour perte de crédit sont suffisantes pour couvrir le risque de non-paiement et estime que la qualité du crédit des actifs financiers qui ne sont ni dépréciés ni en souffrance au 31 mars 2016 est bonne.

La valeur comptable de la trésorerie, des débiteurs et des placements représentant l'exposition maximale de BAnQ au risque de crédit se détaille comme suit :

| | 2016 | 2015 |
|------------|----------------------|----------------------|
| Trésorerie | 4 999 010 \$ | 10 286 707 \$ |
| Placements | 9 992 772 | 11 381 040 |
| Débiteurs | 2 690 388 | 2 853 858 |
| | 17 682 170 \$ | 24 521 605 \$ |

20. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS [SUITE]

Le classement chronologique des débiteurs, à l'exception de la provision pour mauvaises créances, se détaille comme suit :

| | 2016 | 2015 |
|------------------|---------------------|---------------------|
| Courant | 1 997 977 \$ | 1 842 940 \$ |
| 0 à 30 jours | 705 335 | 990 987 |
| 31 à 60 jours | 5 397 | 11 917 |
| 61 à 90 jours | 129 | 4 736 |
| 91 jours et plus | 58 618 | 3 278 |
| | 2 767 456 \$ | 2 853 858 \$ |

La provision pour mauvaises créances se détaille comme suit :

| | 2016 | 2015 |
|------------------------------|---------------|------|
| Solde au début de l'exercice | – \$ | – \$ |
| Charges de l'exercice | [77 595] | – |
| Montants radiés et recouvrés | 527 | – |
| Solde à la fin de l'exercice | [77 068] \$ | – \$ |

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que BAnQ ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que BAnQ ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

BAnQ considère qu'elle détient suffisamment de liquidité et de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

Les flux de trésorerie contractuels non actualisés représentant les versements d'intérêts et de capital relativement aux passifs financiers de l'entité se détaillent comme suit :

| Au 31 mars 2016 | Moins d'un an | De 1 an à 3 ans | De 4 ans à 5 ans | Plus de 5 ans | Total |
|-------------------------------|-----------------------|------------------------|-------------------------|----------------------|-----------------------|
| Créditeurs et charges à payer | 7 000 341 \$ | – \$ | – \$ | – \$ | 7 000 341 \$ |
| Intérêts courus à payer | 1 133 980 | – | – | – | 1 133 980 |
| Provisions pour vacances | 3 699 540 | – | – | – | 3 699 540 |
| Emprunts bancaires | 23 563 626 | – | – | – | 23 563 626 |
| Dettes | 19 121 147 | 48 228 874 | 26 337 746 | 90 665 012 | 184 352 779 |
| | 54 518 634 \$ | 48 228 874 \$ | 26 337 746 \$ | 90 665 012 \$ | 219 750 266 \$ |
| Au 31 mars 2015 | Moins d'un an | De 1 an à 3 ans | De 4 ans à 5 ans | Plus de 5 ans | Total |
| Créditeurs et charges à payer | 6 243 089 \$ | – \$ | – \$ | – \$ | 6 243 089 \$ |
| Intérêts courus à payer | 1 828 696 | – | – | – | 1 828 696 |
| Provisions pour vacances | 3 751 264 | – | – | – | 3 751 264 |
| Emprunts bancaires | 23 588 990 | – | – | – | 23 588 990 |
| Dettes | 98 976 764 | 35 222 833 | 14 657 510 | 25 430 73 | 174 287 846 |
| | 134 388 803 \$ | 35 222 833 \$ | 14 657 510 \$ | 25 430 739 \$ | 209 699 885 \$ |

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix de marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. BAnQ est exposée au risque de change, au risque de taux d'intérêt et à l'autre risque de prix.

20. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS [SUITE]

Risque de change

BAnQ réalise la plupart de ses transactions en dollars canadiens. Le risque de change découle principalement des acquisitions d'immobilisations libellées dans une monnaie étrangère, principalement effectuées en dollars américains. Au 31 mars 2016, BAnQ est exposée au risque de change en raison des comptes fournisseurs libellés en dollars américains, qui totalisent 92 482 \$ [109 465 \$ au 31 mars 2015].

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

BAnQ est exposée au risque de taux d'intérêt relativement aux actifs et aux passifs financiers portant intérêt à taux fixe et variable. Les dettes portent intérêt à taux fixe et exposent donc BAnQ au risque de variation de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt. Puisque BAnQ prévoit leur remboursement selon l'échéancier établi, elle n'est pas exposée au risque de taux d'intérêt.

Les emprunts portent intérêt à taux variable et exposent donc BAnQ à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt. Puisque les intérêts sur les dettes seront pris en charge par le gouvernement du Québec advenant l'inexécution de ses obligations par BAnQ, celle-ci n'est pas exposée au risque de taux d'intérêt.

Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change).

L'objectif de BAnQ est de gérer l'exposition à l'autre risque de prix en ce qui concerne sa trésorerie et ses placements. Ce risque est réduit au minimum par l'investissement des excédents de trésorerie dans un compte bancaire spécifique pour lequel un taux préférentiel a été négocié.

Les placements exposent BAnQ à l'autre risque de prix en raison de la fluctuation de la valeur de recouvrement.

21. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice 2015 ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 2016.

